

**L'AFRIQUE ET LA DROITE FRANÇAISE DÉCOMPLEXÉE**  
**OU**  
**L'ART DE VAINCRE SANS AVOIR RAISON**  
**Par Aminata D. TRAORE**

Du fond du cœur, je remercie l'Université de Stuttgart, la Maison de la littérature et l'Institut culturel français de Stuttgart de me permettre de me pencher sur les relations entre la France et l'Afrique dans un contexte que je juge sombre, du fait de l'avènement au pouvoir en France d'une droite libérale qui se dit décomplexée.

Je me félicite, comme vous m'invitez à le faire, de pouvoir donner libre cours, ici, à ma douleur de femme noire et de mère, selon le principe de "J'accuse" d'Emile Zola. Je n'y aurai pas pensé nécessairement par moi-même, parce que les gagnants de l'ordre actuel du monde qui n'entendent pas être interpellés, quant à la situation du continent noir, voient souvent de la victimisation là où il est tout simplement question de clarification des enjeux, des desseins et des responsabilités.

La droite française, décomplexée, ces dernières années par le Président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, l'illustre en balayant du revers de la main toute la repentance, notamment dans les rapports de la France à son passé colonial. L'oubli est voulu et organisé. La création d'un ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement, dans un tel contexte, annonce la couleur pour nous, les non-blancs des anciennes colonies d'Afrique qui, naïvement, avaient commencé à croire en la liberté, l'égalité et la fraternité. L'heure est particulièrement sombre pour les jeunes issus de ces rencontres -colonisation ou immigration- voulues et organisées d'abord par la France.

Mon cri de femme et de mère se veut surtout un écho à celui, inaudible de ceux qui, par milliers, meurent dans l'indifférence quasi générale, au large des côtes de l'Océan Atlantique et de la Mer Méditerranée, dans le désert du Sahara, le long des barrières de Ceuta et de Melilla ou sur les plages de Fuerteventura ou de Lampedusa.

Ici, à Bamako, d'où ils partent parce que désemparés par le chômage massif et devenu chronique comme là-bas, à Clichy Sous-bois et autres quartiers dits sensibles de la France, il s'agit de notre humanité toujours niée, de notre dignité de plus en plus bafouée par l'ancien empire colonial défié par ses propres contradictions à l'heure de la mondialisation marchande. La problématique de l'intégration et celle de l'immigration sont les deux faces d'une même médaille marquées l'une, au sein de l'hexagone et l'autre, dans le précarré, par la mondialisation néolibérale, ses fausses promesses, ses peurs et ses ravages.

Les contours de l'ordre dont rêve la droite décomplexée, sont clairs : il est blanc, élitiste et marchand. Il est à débarrasser de l'Afrique dont la France n'a pas économiquement besoin comme Nicolas Sarkozy l'a notifié lors de son séjour en mai

2006 au Mali ainsi que des Africains noirs et arabes. Les migrants porteurs de mémoires et de revendications sont les ennemis désignés, à situer, à éloigner avec « fermeté et humanité ».

J'en témoigne à partir du Mali, le pays africain le plus stigmatisé, où le ministre de l'Intérieur, a cru devoir se rendre à deux reprises dans le cadre de ses deux lois sur l'immigration. C'est également au Mali que le nouveau Président élu par les Français compte venir, pour prouver certainement à l'électorat du Front National qu'il a séduit, qu'il tient ses promesses en matière de lutte contre les « sans papiers », les « illégaux » dont nous, Maliens, sommes devenus le symbole.

La belle victoire à l'élection présidentielle de 2007 qui donne cette légitimité au Président Nicolas Sarkozy n'est ni plus, ni moins que celle de ce redoutable système des dominants qui excelle dans ce que Cheikh Hamidou Kane appelle dans l'aventure ambiguë "l'art de vaincre sans avoir raison". Maliens, Sénégalais, Algériens, Marocains..., nous demeurons quoi que nous fassions, l'autre, le « mauvais migrant » qui, par la couleur de l'épiderme ou par la religion, entrave le projet séculaire de réalisation d'un monde blanc, dominant, prospère et fier de l'être.

Aussi, sommes-nous apparus, tout au long de la campagne présidentielle, comme l'une des principales lignes de fracture entre les deux visions de la France qu'incarneraient les deux candidats au deuxième tour, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement, qui va comme un gant à la droite libérale et décomplexée, est l'instrument de la mise en ordre de la France. Seule la mise en lumière du lien entre la mondialisation subie et la paupérisation des Africains non seulement du fait du pillage perpétré par le passé mais aussi et surtout des intérêts de la France en Afrique, car, *« il n'existe pas de différence de nature entre le passé colonial et le présent mondialisé mais, seulement un changement d'échelle et de configuration d'une dynamique impulsée voilà plusieurs siècles »* fait remarquer Maara Guény Soulamas<sup>1</sup>

La scène suivante, vécue par un Malien qui devait être reconduit de force le 26 mai 2007 dans son pays, illustre le sort réservé aux esclaves des temps modernes.

*"Quelques minutes avant la fermeture des portes, au dernier rang de l'avion, deux personnes tentent de maîtriser un homme d'une quarantaine d'années qui se débat violemment. Certains passagers tentent d'intervenir mais en sont vite dissuadés par les policiers en civil qui se font alors connaître. Il s'ensuit une scène d'une grande violence : l'un des policiers pratique un étranglement sur le passager, l'autre lui assène de grands coups de poing dans le ventre. Ses hurlements se transforment en plaintes rauques. Cette tentative de maîtrise dure dix bonnes minutes, peut-être plus, et suscite immédiatement chez les passagers un mouvement de protestation qui n'a aucun effet sur les violences en cours. Le commandant de bord finit par faire une annonce, dans laquelle il fait état de "manoeuvres" d'un individu refusant d'être reconduit dans son pays d'origine, et de manifestations d'une minorité de passagers pour expliquer l'annulation du vol. Nulle mention des violences dénoncées, ni de*

---

<sup>1</sup> La république mise à nu par son immigration. Editions la Fabrique. P12

*l'état de santé du passager pourtant aperçu dans une ambulance stationnée au pied de l'appareil, toujours inconscient et sous assistance respiratoire ».*

Le même jour les médias faisaient état du naufrage de cent migrants clandestins dans les eaux de la méditerranée depuis le début du mois de mai (2007) sans compter une embarcation qui a dérivé et dont on a perdu toute trace.

L'émigration clandestine, dite sauvage est, en somme, la fille du libéralisme sauvage, particulièrement ravageur en Afrique. Ceux qui criminalisent les candidats africains à l'émigration et les jettent en pâture à l'opinion publique occidentale, savent parfaitement qu'ils ne sont pas plus nombreux que les ressortissants des pays européens non membres de l'Union Européenne, ni les Asiatiques, ni les Latino-Américains qui émigrent dans les mêmes conditions qu'eux. Ils ont seulement le tort d'être parmi les non-blancs, ceux qui symbolisent la différence visible par la couleur de leur épiderme, celle avec laquelle on ne triche pas quand on se dit prêt à reconnaître la diversité du monde et à respecter les droits de tous les enfants de la Terre. La piste des trafiquants d'êtres humains comme celle des dirigeants corrompus, est incontestablement à démanteler mais, elle est insuffisante à expliquer la lame de fond qui dessouche des pans entiers du continent, en l'occurrence les jeunes et les condamne l'errance.

Dans ma lettre au Président des Français, à propos de la Côte-d'Ivoire et de l'Afrique en général (chez Fayard), j'insiste sur cette impérieuse nécessité d'aller au-delà des causes immédiates et apparentes des maux de notre continent. La déghettoïsation du débat dont il s'agit et qui s'impose plus que jamais exige la prise en compte du mode d'arrimage de nos économies postcoloniales au commerce international qui, en changeant de nature avec la mondialisation néolibérale a largement contribué à la paupérisation de nos populations ainsi qu'à la perte de notre souveraineté politique par l'Etat postcolonial.

J'accuse cet ordre économique prédateur dont les bras armés sont le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Leurs programmes d'ajustement structurel désastreux qu'ils ont imposés à nos pays, ont détruit nos économies, vidé l'administration de ses meilleurs agents, en condamnant toute une génération de jeunes diplômés au chômage massif et chronique.

Elles ont, dans le même élan, détourné l'agriculture de sa fonction sacrée qui est celle de nourrir les Africain(e)s au profit d'un marché mondial déloyal. Le cas du coton africain en est l'une des illustrations parfaites.

J'accuse la France dont les maisons de commerce d'hier et les milieux d'affaires actuels (bâtiments, travaux publics, télécommunication, eau, électricité, transport, hydrocarbures, mines...), tirent profit de la libéralisation de nos économies aux forceps. C'est en restructurant la coopération au développement en fonction de ses intérêts qu'elle a exporté dans son précarré les maux qui la secoue dont le chômage et la marginalisation des jeunes.

J'accuse l'Union Européenne dont la nature ultralibérale a influencé la coopération UE/ACP et donne naissance à l'Accord de Cotonou qui, à travers l'Accord de Partenariat Economique (APE), exige l'ouverture totale du continent à une compétition dont nous n'avons pas les moyens. Elle est prête à examiner les flux migratoires africains sous tous les angles sauf celui de l'ouverture forcée des économies africaines au commerce déloyal.

J'accuse ses membres les plus puissants de déclarer la guerre à l'Afrique des sans droits ni voix qui, quand ils se dirigent vers l'Europe et quand ils tentent de vivre dignement chez eux, en finançant des projets et des programmes inconsistants sans lien avec les besoins véritables des pays.

J'accuse les pays et les organismes qui tirent profit des mécanismes de financement du développement des pays africains en leurs accordant sans tenir compte de leur capacité de remboursement des prêts qui pèsent sur les épaules des groupes vulnérables candidats au départ.

J'accuse les faux libéraux africains – politiciens, hommes d'affaires, hauts fonctionnaires, consultants et autres – qui, en l'absence de tout débat de fond au niveau local et national et aux dépens de leurs peuples, revendiquent un libéralisme mafieux qui, de jour en jour, nous appauvrit, détruit nos écosystèmes et alimente les flux migratoires.

J'accuse les Etats et les institutions sous-régionales et régionales d'Afrique pour leur complicité dans le bradage des richesses du continent et leur silence face aux événements de Ceuta et de Melilla, tout comme devant le naufrage de milliers de ressortissants du continent, en majorité jeunes, de peur de contrarier les Etats libéraux d'Europe et de démeriter leur « aide » au développement.

J'accuse la communauté internationale de faire miroiter les opportunités d'une mondialisation qui contraint les trois quarts de l'humanité à la clandestinité, quand elle tente d'échapper au chômage, la pauvreté et les conflits qui sont leur corollaire. Hypocrite, elle reconnaît à ces hommes et à ces femmes qui sont aux abois le droit d'élire ceux qui les gouvernent, mais jamais celui de choisir, ni même de comprendre les politiques économiques que ces derniers sont obligés de mettre en œuvre.

Face aux déséquilibres des rapports de force ci-dessus survolés, la solidarité avec l'Afrique, exige une évaluation rigoureuse des politiques néolibérales de manière à situer toutes les responsabilités.

Le défi d'une gestion responsable et pacifique des flux migratoires africains, réside en conclusion dans le courage politique d'évaluer le coût social, économique et écologique du libéralisme dans les pays d'origine des migrants. Il devra s'en suivre un changement radical de discours et de regard sur les Africains et leur place dans le monde.